

8 juin 2010

Lettre de l'organisation mondiale de la santé à la rédaction du british medical journal

Vous trouverez ci-après une copie de la lettre que le Dr Margaret Chan, Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), a envoyé à la rédaction du British Medical Journal (BMJ) en réponse à l'article sur les conflits d'intérêts à l'OMS publié par cette revue.

Aux membres de la rédaction,

Dans l'éditorial accompagnant l'article sur les conflits d'intérêts à l'OMS, l'auteur note qu'il est « presque certainement vrai » que le caractère bénin de la pandémie de grippe A (H1N1) par rapport à la gravité attendue de longue date d'un virus tel que le H5N1, a contribué à la polémique actuelle au sujet des décisions de l'OMS. Comme le précise également l'éditorial, il n'en est pas moins justifié de poser quelques questions épineuses.

Nous sommes entièrement d'accord. Le bon journalisme d'investigation pointe du doigt les problèmes et leurs conséquences possibles et montre la nécessité de prendre des mesures correctrices. Les conflits d'intérêts potentiels sont inhérents à toute relation entre une organisation normative et de développement sanitaire comme l'OMS et l'industrie, axée sur le profit. L'OMS doit établir et appliquer des règles plus strictes concernant les rapports avec l'industrie et c'est ce que nous faisons. Toutefois, j'aimerais être très claire sur un point. À aucun moment, pas une seconde, les intérêts commerciaux n'interviennent dans ma prise de décision.

Je conteste l'affirmation selon laquelle l'OMS rejette simplement ces questions épineuses comme étant infondées. En janvier 2010, j'ai suggéré qu'un Comité d'examen indépendant établi en vertu du Règlement sanitaire international soit chargé d'évaluer l'action de l'OMS pendant la pandémie de grippe. Cette recommandation a été acceptée par les membres du Conseil exécutif de l'OMS et le Comité a entamé ses travaux le 12 avril 2010. Le Comité a décidé de traiter les critiques actuellement adressées à l'OMS dans le cadre de son évaluation. J'ai publiquement exprimé mon désir de voir effectuer une évaluation critique, indépendante et transparente de l'action de l'OMS.

Il faut également répondre aux propos sous-entendant que l'OMS a provoqué des craintes injustifiées. Les faits sont tout autres et ce n'est pas une question d'interprétation. Le 11 juin 2009, lorsque j'ai annoncé le début de la pandémie, j'ai appelé l'attention sur le fait que le nombre de décès dans le monde était faible et j'ai clairement déclaré que nous ne nous attendions pas à une augmentation soudaine et spectaculaire du nombre de cas graves ou mortels. Dans toutes ses appréciations de la pandémie, l'OMS a constamment rappelé que l'immense majorité des patients

présentaient des symptômes bénins et se rétablissaient rapidement et pleinement, même en l'absence de traitement.

Concernant les membres du Comité d'urgence qui ont conseillé l'OMS lors de la pandémie, y compris lors du passage d'une phase à l'autre, leurs noms seront publiés lorsque le Comité aura terminé ses travaux, comme cela était prévu dès le départ. Notre décision de ne pas rendre ces noms publics était motivée par la volonté de protéger les experts d'influences commerciales ou autres. Les membres eux-mêmes se sont félicités de cette décision, considérée comme une mesure de protection et non comme une tentative de garder secrètes leurs délibérations et leurs décisions. Les actes de toutes les réunions du Comité d'urgence ont été établis et, au même titre que tous les autres documents relatifs aux décisions et mesures prises par l'OMS lors de la pandémie, ont été mis à la disposition du Comité d'examen.

L'article et l'éditorial du British Medical Journal laisseront sans aucun doute à de nombreux lecteurs l'impression que la décision de déclarer la pandémie prise par l'OMS était au moins partiellement influencée par une volonté d'accroître les profits de l'industrie pharmaceutique. La vérité cependant est que la décision d'élever le niveau d'alerte à la pandémie reposait sur des critères virologiques et épidémiologiques clairement définis. Ces critères sont difficiles à fausser quel qu'en soit le motif.

Les accusations selon lesquelles l'OMS aurait changé sa définition de la pandémie pour inclure un événement moins grave (et donc servir les intérêts de l'industrie) ne sont pas étayées par les faits. Le plan actuel de préparation en cas de pandémie, qui comporte les définitions des différentes phases, a été finalisé en février 2009 après deux années de consultations. Il n'était alors pas question d'une nouvelle souche du virus A (H1N1), et il n'en était pas non plus fait mention dans le document.

Un compte rendu complet ainsi que la chronologie des événements ayant conduit à la publication du plan 2009 ont été mis à la disposition du Comité d'examen. Au cas où ce Comité déciderait que la définition actuelle d'une pandémie et des phases conduisant à sa déclaration doit être revue dans un sens plus étroit ou d'une autre façon, nous nous féliciterons de cette recommandation et prendrons les mesures qui s'imposent.

Dr Margaret Chan

Directeur général

Organisation mondiale de la Santé